

Débat sur Radio Courtoisie face aux identitaires et aux catholiques traditionalistes

Le 15 janvier dernier, comme nous l'avons annoncé, je suis allé débattre de l'identité nationale sur Radio Courtoisie, avec trois représentants de ce que l'on appelle l'extrême droite française : l'abbé Guillaume de Tarnoüarn, ancien vicaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, bastion des catholiques lefebvristes, Jacques Cordonnier, président du mouvement régionaliste Alsace d'abord, ancien, élu régional, et membre du bureau du Bloc Identitaire, et Bruno Larebière, rédacteur de l'hebdomadaire Minute. (1) Je ne reproduirai pas ici ce qui a été dit, dans la mesure où chacun pourra s'en faire une idée par lui-même en écoutant l'enregistrement. Je tâcherai seulement de préciser certains points que je n'ai pas eu le temps de développer à l'antenne.

Par un hasard du calendrier, cette rencontre a eu lieu après le débat télévisé entre Eric Besson et Marine Le Pen, et le coup d'éclat de Vincent Peillon. De discussion, il n'y en eut guère, ce qui est malheureux, sachant combien les Français se sentent concernés par cette question. M. Besson croit toujours malgré la réalité qu'il existe un islam compatible avec la République française, que le CFCM représente les musulmans, et qu'il serait contre la burqa. Cela est inquiétant pour quelqu'un qui déclare que ce qu'il craint le plus, c'est « le déni de réalité », et qui est personnellement favorable au vote des étrangers aux élections locales. Mais la chose qui m'inquiète encore plus, c'est qu'il ait déclaré que « l'élite de la France ne représente pas la diversité sociale » et que pour y remédier, il soutient des mesures de discrimination positive, afin que « l'égalité théorique », devienne une « égalité réelle ». Pour le rescapé d'un pays du « socialisme réel » que je suis, cela fait froid dans le dos, d'autant plus

que ce sont les mots du numéro deux du parti majoritaire à droite !

La France n'est pas et ne doit pas devenir un pays de l'égalité réelle, car l'égalité réelle, c'est la fin de l'élitisme républicain et de la méritocratie. Promouvoir l'égalité réelle, c'est vouloir égaliser les différences légitimes issues du mérite et du travail, c'est-à-dire une injustice. (Dans la République Socialiste de Roumanie de Ceausescu, chacun avait un livret de travail qui mentionnait ses origines sociales : si on n'avait pas d'origines « saines », c'est-à-dire si on n'était pas fils ou fille de paysan ou d'ouvrier, on n'avait pas droit à certains emplois, on avait moins de chances trouver un logement, ou une place à l'université.) N'en déplaise à M. Besson, l'élite d'un pays est le résultat provisoire d'une lutte et d'un travail continu, et l'on ne peut pas, pour que la photo soit plus colorée ou plus exotique, fixer des quotas de représentants de classes sociales, de minorités ethniques ou de communautés sexuelles. Le mérite, cela ne se dessine pas comme un mouton pour le Petit Prince. Il faut réaffirmer cette évidence, qui ne semble plus du tout évidente aujourd'hui, que la France est un pays de l'égalité des droits, de l'égalité des chances, non pas un pays de l'égalité de fait. L'égalité est une valeur régulatrice de notre société, non pas une promesse de politicien, auquel on pourrait reprocher de ne pas la tenir. Lorsque la droite se donne pour tâche d'instaurer l'égalité réelle, c'est-à-dire qu'elle semble être devenue marxiste, que devient donc la gauche ?

On l'a vu avec la non apparition de Vincent Peillon, qui a déclaré « ils ont voulu cautionner par un socialiste un débat d'indignité nationale ». Cela veut dire qu'un socialiste croit que sa seule présence sur un plateau serait comme une sorte de bénédiction divine, qu'il émanerait de lui comme des effluves de Bien, « cautionnant » ce dont les autres parlent. Un socialiste, que le tienne pour dit, ce n'est pas un mortel comme nous, avec des idées qu'il doit soumettre aux critiques des autres, un socialiste, c'est un ange qui descend du ciel,

avec l'idée claire de ce qui est Bien et ce qui est Nauséabond.

Comme je n'en suis pas un, je suis aller discuter avec pire encore, des Démons foudroyés définitivement par les Archanges de la rue Solférino et de Mediapart. A Riposte Laïque du moins, on ne fonctionne pas avec des terreurs mystiques, pas plus que l'on ne croit être souillé au contact de personnes dont on ne partage pas le projet politique. En préparant l'émission de Radio Courtoisie, j'ai relu la célèbre conférence d'Ernest Renan, Qu'est-ce qu'une nation ?, prononcée en Sorbonne en 1882. (2) A elle seule, elle constitue la réfutation par avance des positions défendues par mes contradicteurs présents sur le plateau. M. Cordonnier, identitaire, défendait une vision ethniciste, si ce n'est racialement de la nation française, alors que l'abbé de Tarnoüarn soutenait une vision régionaliste et religieuse des fondements du corps social. En ce qui me concerne, j'ai essayé de montrer que ces principes n'en sont pas, et que la nation, comme le dit Renan, est « une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé ; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. »

Je ne peux pas, en tant que naturalisé Français à l'âge de vingt ans, souscrire à une autre vision de la nation française, que celle de cette adhésion volontaire au grand roman national français. C'est la seule qui soit juste et qui soit porteuse d'un avenir. « Défendre l'identité ethnique » n'a de sens que réactif, porteur de discriminations et de crispations sur une soi-disant nature ethnique de la France ou de l'Europe. Ce fut plaisant de voir l'abbé lefebvrisme se ranger de mon côté contre la position de l'ex-élu alsacien. Mais ce fut seulement pour me chanter l'attachement au terroir comme base de l'identité nationale, ce qui éveilla naturellement mon sarcasme. Non pas que je ne connaisse pas quelques endroits en France et en Europe qui m'émeuvent et que

je ne voudrais pas voir détruits ou défigurés. Mais aimer son village ne nous dit pas comment l'aimer et que faire pour lui, ce qui me semble la question primordiale dans l'identité nationale.

Pour préciser mon idée, fidèle à la définition de Renan, je ne pense pas que l'on puisse vivre ensemble, nous, Français, si l'on devient complètement amnésiques ou si les seules choses dont nous nous souvenons, ce ne sont que les crimes de nos ancêtres. Un homme sans mémoire, c'est un homme aux capacités juridiques limitées, car il ne saurait être autorisé comme témoin dans un tribunal. Une nation sans mémoire, c'est une nation sans avenir. Celui qui oublie le passé, n'est pas condamné à le répéter, au contraire, il ne sait pas comment le répéter, dans ce qu'il a de plus glorieux. Ce qui pourrait résoudre les problèmes de l'identité nationale de la France, c'est la réaffirmation des grandes figures du passé national, dans la même mesure où la réislamisation des banlieues opérée depuis vingt ans n'a été que le rappel des modèles des « pieux ancêtres » (salafs), à imiter par les musulmans dans le présent.

Renan écrivait : « un passé héroïque, des grands hommes, de la gloire (j'entends de la véritable), voilà le capital social sur lequel on assied une idée nationale. Avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent ; avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà la condition essentielle pour être un peuple. » Et Renan ajoute, comme par anticipation à la déclaration de Philippe Séguin citée dans le débat sur France 2, pour lequel l'identité nationale, c'est la joie de la victoire de l'équipe nationale de football en 1998 : « la souffrance en commun unit plus que la joie. En fait de souvenirs nationaux, les deuils valent mieux que les triomphes ; car ils imposent des devoirs ; ils commandent l'effort en commun. »